



Assemblée générale

Distr. générale
27 décembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 145 de l'ordre du jour

Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteuse : M^{me} Diana Minyi Lee (Singapour)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 16 septembre 2016, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante et onzième session la question intitulée « Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 4^e et 23^e séances, les 11 octobre et 23 décembre 2016. Les déclarations et observations faites au cours des débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants¹.
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/71/157);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur les conclusions et recommandations du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire sur le système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, et prévisions révisées du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 (A/71/163);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/71/164);
 - d) Rapport du Conseil de justice interne sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/71/158);

¹ A/C.5/71/SR.4 et A/C.5/71/SR.23.



e) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/71/436);

f) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire du système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/71/62/Rev.1);

g) Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection sur l'examen des services d'ombudsman dans les organismes du système des Nations Unies (A/71/117 et A/71/117/Corr.1), ainsi que sur ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du Corps commun d'inspection (A/71/117/Add.1);

h) Lettre datée du 29 octobre 2016, adressée à la Présidente de la Cinquième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.5/71/10 et A/C.5/71/11).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/71/L.13

4. À sa 23^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies » (A/C.5/71/L.13), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant de la République de Corée.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/71/L.13 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant la section XI de sa résolution 55/258 du 14 juin 2001 et ses résolutions 57/307 du 15 avril 2003, 59/266 du 23 décembre 2004, 59/283 du 13 avril 2005, 61/261 du 4 avril 2007, 62/228 du 22 décembre 2007, 63/253 du 24 décembre 2008, 64/233 du 22 décembre 2009, 65/251 du 24 décembre 2010, 66/237 du 24 décembre 2011, 67/241 du 24 décembre 2012, 68/254 du 27 décembre 2013, 69/203 du 18 décembre 2014 et 70/112 du 14 décembre 2015,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies¹ et sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies², la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire du système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies³, le rapport du Secrétaire général intitulé « Conclusions et recommandations du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire sur le système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, et prévisions révisées du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 »⁴, le rapport du Conseil de justice interne sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies⁵, le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶ et les lettres en date du 26 octobre 2016 adressées à la Présidente de la Cinquième Commission par le Président de l'Assemblée générale⁷,

Ayant également examiné la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Examen des services d'ombudsman dans les organismes du système des Nations Unies »⁸ et la note du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination à ce sujet⁹;

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies¹ et sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies², de la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire du système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies³, du rapport du Secrétaire général intitulé « Conclusions et

¹ A/71/164.

² A/71/157.

³ A/71/62/Rev.1.

⁴ A/71/163.

⁵ A/71/158.

⁶ A/71/436.

⁷ A/C.5/71/10 et A/C.5/71/11.

⁸ A/71/117 et Corr.1.

⁹ A/71/117/Add.1.

recommandations du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire sur le système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, et prévisions révisées du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 »⁴, du rapport du Conseil de justice interne sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies⁵ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées dans son rapport;

I

Système d'administration de la justice

3. *Souligne* l'importance du principe de l'indépendance des juges du système d'administration de la justice;

4. *Souligne* qu'il importe que tous les fonctionnaires aient accès au système d'administration de la justice, quel que soit leur lieu d'affectation;

5. *A conscience* de la nature évolutive du système d'administration de la justice et de la nécessité de le suivre de près afin qu'il reste conforme aux paramètres qu'elle a fixés;

6. *Note avec satisfaction* les progrès qui ont été accomplis dans la résorption de l'arriéré d'affaires et l'examen des nouvelles affaires depuis l'institution du nouveau système d'administration de la justice, ainsi que l'utilisation accrue de mécanismes de règlement amiable;

7. *Souligne* l'importance de consultations continues entre les parties prenantes pour la promotion d'une culture fondée sur le dialogue dans toute l'Organisation;

8. *Réaffirme* la décision qu'elle a prise, au paragraphe 4 de sa résolution 61/261, d'instituer un nouveau système d'administration de la justice indépendant, transparent, professionnalisé, doté de ressources suffisantes et décentralisé qui obéisse aux règles applicables du droit international, ainsi qu'aux principes de la légalité et du respect des formes régulières, et permette de faire respecter les droits et obligations des fonctionnaires et d'amener responsables et fonctionnaires à répondre également de leurs actes;

9. *Rappelle* qu'elle a décidé que l'évaluation indépendante intermédiaire du système d'administration de la justice devait notamment porter sur la relation entre la procédure formelle et la procédure non formelle et permettre de déterminer si les moyens mis en œuvre pour atteindre les buts et objectifs du système énoncés dans sa résolution 61/261 sont efficaces et économiques;

10. *Prend note avec satisfaction* des conclusions du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire du système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, dans lesquelles il indiquait que le système avait bien démarré, constituait une amélioration par rapport au système précédent et avait atteint ses buts et objectifs dans une très large mesure;

11. *Note* que le système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies peut encore être amélioré, souligne qu'il importe d'examiner les recommandations du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante

intermédiaire qui peuvent contribuer à cette amélioration et prie le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet selon que de besoin;

12. *Souscrit* aux recommandations 9, 13, 15, 33, 35 et 36 formulées par le Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire dans son rapport et demande au Secrétaire général de faire en sorte qu'elles soient appliquées, dans la limite des ressources disponibles, et de lui faire rapport à ce sujet dans les rapports qu'il présentera au titre de ce point de l'ordre du jour;

13. *Rappelle* la recommandation 27 formulée par le Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire dans son rapport, note que la question de l'institution d'une procédure plus souple permettant de proroger ou de suspendre les délais est actuellement à l'examen et attend avec impatience les résultats de cet examen;

14. *Note* que son Président a adressé à la Présidente de la Cinquième Commission une lettre datée du 26 octobre 2016 transmettant une lettre du Président du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies en date du 30 septembre 2016, qui portait sur certaines des observations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les conclusions et recommandations du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire¹⁰;

15. *Souligne* qu'il est nécessaire d'améliorer de toute urgence la gestion des ressources humaines afin de prévenir les différends et de renforcer l'application du principe de responsabilité, réaffirme l'importance d'une prise de décisions transparente et équitable pour la prévention des différends, prie le Secrétaire général de tenir compte des observations et recommandations du Groupe d'experts relatives aux principales sources de conflits, et le prie également de continuer de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'application stricte et cohérente des dispositions du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies afin de réduire le nombre de cas donnant lieu à une procédure formelle ou non formelle;

16. *Prie* le Secrétaire général de faire le point, dans ses prochains rapports, sur les mesures prises pour renforcer les dispositifs de protection contre les représailles;

17. *Prend note* des observations sur les non-fonctionnaires formulées par le Conseil de justice interne, le Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire, le Corps commun d'inspection et la Sixième Commission, demande au Secrétaire général de compiler, sous forme de tableaux, les voies de recours ouvertes aux différentes catégories de non-fonctionnaires ainsi que les chiffres relatifs aux actions engagées par les non-fonctionnaires et les types de recours employés depuis 2009, dans la mesure du possible, et estime que, si l'on veut qu'ils permettent d'évaluer l'efficacité des différentes voies de recours et puissent éclairer les débats de sa soixante-douzième session, ces tableaux devraient également contenir les informations suivantes :

a) Le nombre de différends portés devant le système d'administration de la justice et toutes autres voies de règlement des différends ouvertes à chaque catégorie de non-fonctionnaires ainsi qu'une indication de la manière dont ces différends ont été réglés;

¹⁰ A/C.5/71/11.

b) Le nombre de différends portés devant des juridictions nationales et une indication de la manière dont ces différends ont été réglés;

c) Les mesures concrètes prises à ce jour par l'Organisation des Nations Unies pour veiller au bon fonctionnement du système et éviter les lacunes, ainsi que toutes autres bonnes pratiques en vigueur, notamment en ce qui concerne la traduction de documents dans des langues locales, la possibilité d'être entendu, l'accès à l'arbitrage ou et les informations fournies aux non-fonctionnaires sur les voies de recours qui s'offrent à eux; le Secrétariat de l'ONU pourrait établir un questionnaire à cet effet;

d) Des informations sur la manière dont les institutions spécialisées des Nations Unies et les organismes qui leur sont apparentés offrent des voies de recours aux non-fonctionnaires;

18. *Prie à nouveau* le Secrétaire général d'inclure dans ses rapports des informations sur les différends impliquant des non-fonctionnaires dans le cadre du contrôle hiérarchique et de la médiation informelle, et lui demande de fournir des informations sur les mesures prises actuellement pour institutionnaliser les bonnes pratiques de gestion qui visent à éviter ou à atténuer les différends impliquant des non-fonctionnaires des différentes catégories;

II

Procédure non formelle

19. *Considère* que la procédure non formelle d'administration de la justice est un mécanisme efficace et rationnel à la fois pour le fonctionnaire qui s'estime lésé et cherche à obtenir réparation et pour le responsable hiérarchique concerné;

20. *Réaffirme* que le règlement amiable des différends est un élément crucial du système d'administration de la justice, souligne que la procédure non formelle doit être suivie dans toute la mesure possible pour éviter les contentieux inutiles, sans préjudice du droit fondamental qu'a tout fonctionnaire de recourir à la procédure formelle, et encourage le recours au règlement amiable des différends;

21. *Se réjouit* de la publication de la version révisée du mandat et des directives du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies¹¹;

22. *Engage* le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies à intensifier ses activités de sensibilisation afin de favoriser le recours au règlement amiable des différends;

23. *Rappelle* le paragraphe 36 du rapport du Comité consultatif et souligne que la composante informelle du système d'administration de la justice continue de jouer un rôle important en permettant de prendre rapidement des mesures destinées à prévenir les contentieux ou à en restreindre le nombre, en favorisant le règlement amiable des différends et en promouvant une culture privilégiant davantage la collaboration et l'harmonie;

24. *Prend acte* des efforts déployés par le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour intensifier les activités visant à encourager le règlement amiable des différends et prie le Secrétaire général de faire figurer,

¹¹ ST/SGB/2016/7.

dans le prochain rapport qu'il lui présentera, des renseignements plus détaillés sur les effets des activités de formation à la prévention des différends et les initiatives destinées à renforcer la coopération entre les composantes formelle et informelle du système d'administration de la justice;

25. *Souligne* qu'il importe que les fonctionnaires et les responsables acquièrent des compétences dans le domaine du règlement des différends et les mettent en pratique pour éviter les conflits, gérer les différends qui se déclenchent ou risquent de se déclencher et faire preuve de résilience, et se félicite à cet égard des activités que mène le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour développer les compétences en matière de règlement des différends à tous les niveaux de l'Organisation;

26. *Accueille favorablement* l'analyse des causes profondes des différends présentée par le Secrétaire général dans son rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, souligne qu'il importe d'améliorer la qualité de la gestion et la communication avec le personnel, et encourage vivement le Secrétaire général à régler les problèmes systémiques qu'il évoque dans son rapport afin d'améliorer les politiques et les procédures de l'Organisation;

27. *Constate* qu'il est difficile pour les membres du personnel des missions, y compris les missions politiques spéciales, de se rendre au Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, préconise l'élaboration de solutions innovantes devant permettre de remédier à cette difficulté, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question durant la partie principale de sa soixante-douzième session;

II

Procédure formelle

28. Se *félicite* de la contribution que le Bureau de l'aide juridique au personnel apporte à l'administration de la justice;

29. *Rappelle* sa décision figurant au paragraphe 5 de sa résolution 68/254 et réaffirme que les décisions du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel doivent être conformes aux dispositions de ses résolutions relatives à la gestion des ressources humaines;

30. *Rappelle également* le paragraphe 6 de l'article 10 du Statut du Tribunal du contentieux administratif et le paragraphe 2 de l'article 9 du Statut du Tribunal d'appel, souligne que ces tribunaux peuvent condamner une partie aux dépens quand ils constatent qu'elle a manifestement abusé de la procédure, et les encourage à prendre l'initiative de la mise en état des dossiers ou de rejeter d'office tel ou tel recours s'il y a lieu;

31. *Souligne* qu'il importe de publier les décisions du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel pour que l'ensemble de l'Organisation puisse en connaître les motifs, l'objectif étant d'améliorer les pratiques de gestion, de définir les modalités d'application du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et de garantir la prévisibilité du système d'administration de la justice, et invite à réfléchir à de meilleurs moyens de présenter les renseignements personnels dans les décisions des

Tribunaux afin de protéger la vie privée des personnes qui n'ont pas la possibilité de répondre publiquement;

32. *Rappelle* le paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif et décide de proroger le mandat des trois juges ad litem actuellement en poste d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017;

33. *Prie* le Secrétaire général de continuer de recueillir des données sur le nombre de dossiers reçus par le Groupe du contrôle hiérarchique et le Tribunal du contentieux administratif, afin de discerner les tendances qui se dessinent, et de faire part de ses observations sur ces statistiques dans ses prochains rapports;

34. *Prend note* des travaux que mène le groupe de travail interservices chargé d'envisager plus avant la délégation de pouvoir en matière disciplinaire, et attend avec intérêt de recevoir de nouvelles informations à ce sujet dans le prochain rapport du Secrétaire général;

35. *Prie* le Secrétaire général de continuer de faire répondre de leurs actes les responsables hiérarchiques dont les décisions ont été jugées constitutives d'une faute lourde au sens des dispositions applicables du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ont donné lieu à un contentieux et ont entraîné un préjudice financier, et de lui rendre compte à ce sujet à sa soixante-douzième session;

36. *Encourage* le Secrétaire général à prendre l'initiative d'examiner les renvois aux fins d'action récursoire et d'étudier d'autres possibilités de faire appliquer le principe de responsabilité, et à lui faire rapport à ce sujet à sa soixante-douzième session;

37. *Prend note* des recommandations 26 et 38 du Groupe d'experts chargé de l'évaluation indépendante intermédiaire et des observations connexes formulées par le Conseil de justice interne, et réaffirme à cet égard que le Groupe du contrôle hiérarchique, qui représente la première instance du système formel d'administration de la justice, joue un rôle important dans l'amélioration de la transparence et de la prise de décisions en permettant à l'Administration de rectifier les décisions administratives contestées dans lesquelles des erreurs ont été faites, en veillant à ce que les responsables hiérarchiques demeurent comptables de leurs décisions administratives et en évitant les contentieux inutiles, et prie le Secrétaire général de faire rapport sur l'efficacité du Groupe du contrôle hiérarchique à sa soixante-douzième session;

38. *Prend note* des informations relatives au mécanisme de financement volontaire complémentaire destiné à mobiliser des ressources additionnelles pour le Bureau de l'aide juridique au personnel, et décide de prolonger la phase expérimentale du mécanisme d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017;

39. *Rappelle* le paragraphe 7 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général d'étudier toutes les solutions propres à garantir la viabilité du mécanisme de financement volontaire complémentaire et de lui faire rapport à ce sujet durant la partie principale de sa soixante-douzième session;

40. *Prend acte* des mesures qui continuent d'être prises pour inciter les fonctionnaires à ne pas choisir de ne pas cotiser au mécanisme de financement volontaire complémentaire, et invite à cet égard le Secrétaire général à renforcer ces

mesures d'incitation, en particulier dans les lieux d'affectation où le taux de participation est faible;

41. *Prie* le Secrétaire général de continuer à recueillir des informations sur les cotisations versées par les fonctionnaires pour le financement du Bureau de l'aide juridique au personnel et à les analyser, et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport;

42. *Souligne* qu'il convient de continuer à faire comprendre aux fonctionnaires qu'il importe qu'ils contribuent au financement du Bureau de l'aide juridique au personnel;

43. *Approuve* le Code de conduite à l'intention des conseils et des justiciables plaidant leur cause, annexé à la présente résolution;

44. *Approuve également* la proposition du Secrétaire général tendant à modifier les statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel comme suit :

a) Statut du Tribunal du contentieux administratif, alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 4 :

3 a) Jouir de la plus haute considération morale et faire preuve d'impartialité;

b) Statut du Tribunal du contentieux administratif, alinéa c) du paragraphe 3 de l'article 4 :

3 c) Maîtriser l'anglais ou le français, tant à l'oral qu'à l'écrit;

c) Statut du Tribunal du contentieux administratif, paragraphe 7 de l'article 4 :

7. Le Tribunal élit son Président, qui est habilité, entre autres, à s'assurer que les décisions sont rendues en toute célérité;

d) Statut du Tribunal d'appel, paragraphe 4 de l'article 4.

4. Le Président est habilité, entre autres, à s'assurer que les décisions sont rendues en toute célérité;

IV

Questions diverses

45. *Souligne* que le Conseil de justice interne peut contribuer à asseoir l'indépendance, le professionnalisme et la responsabilité au sein du système d'administration de la justice, et prie le Secrétaire général de charger le Conseil de présenter dans ses rapports les vues du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel;

46. *Invite* la Sixième Commission à examiner les aspects juridiques du rapport que présentera le Secrétaire général, sans préjudice des prérogatives de la Cinquième Commission, grande commission chargée des questions administratives et budgétaires;

47. *Rappelle* le paragraphe 4 du rapport du Comité consultatif et décide d'examiner à sa soixante-douzième session les ressources nécessaires pour améliorer le fonctionnement d'un système d'administration de la

justice indépendant, transparent, professionnalisé, doté de ressources suffisantes et décentralisé, et prie le Secrétaire général de fournir des informations actualisées sur la question dans son prochain rapport sur l'administration de la justice, en tenant compte des problèmes rencontrés actuellement et de ceux qui pourraient se présenter, notamment en ce qui concerne la charge de travail, les modalités de financement et les litiges que pourrait entraîner la mobilité obligatoire.

Annexe

Code de conduite à l'intention des conseils et des justiciables plaidant leur cause

Préambule

Attendu que l'Assemblée générale, dans sa résolution 69/203 du 18 décembre 2014, a souligné qu'il fallait que toutes les personnes appelées à remplir les fonctions de conseils devant le Tribunal du contentieux administratif ou le Tribunal d'appel des Nations Unies soient soumises aux mêmes normes déontologiques, et demandé que lui soit présenté un code de conduite unique pour tous les conseils, sans préjudice des autres mécanismes disciplinaires,

Attendu que des normes appropriées devraient également être adoptées à l'intention des justiciables plaidant leur cause,

Sont adoptées les dispositions suivantes :

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Code, on entend par :

Code : Le présent Code de conduite à l'intention des conseils et des justiciables plaidant leur cause devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies ou le Tribunal d'appel des Nations Unies, approuvé par l'Assemblée générale;

Conseil : Toute personne agissant au nom d'une partie devant le Tribunal du contentieux administratif ou le Tribunal d'appel des Nations Unies;

Justiciable plaidant sa cause : Toute personne assurant seule sa défense devant le Tribunal du contentieux administratif ou le Tribunal d'appel des Nations Unies;

Partie : Le requérant ou le défendeur devant le Tribunal du contentieux administratif, l'appelant ou l'intimé devant le Tribunal d'appel des Nations Unies;

Statuts : Les statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel des Nations Unies, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/253, tels que modifiés;

Règlements de procédure : Les règlements de procédure du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel des Nations Unies, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/119, tels que modifiés;

Tribunal du contentieux administratif : Le tribunal institué par l'Assemblée générale comme première instance du système formel d'administration de la justice à double degré de l'Organisation des Nations Unies;

Tribunal d'appel : Le tribunal institué par l'Assemblée générale comme deuxième instance du système formel d'administration de la justice à double degré de l'Organisation des Nations Unies et comme dernière instance pour les entités ayant accepté sa compétence conformément au paragraphe 10 de l'article 2 de son Statut;

Tribunal(aux) : Le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel, individuellement ou collectivement.

Article 2

Objet

Le présent Code définit les normes de conduite attendues de tout conseil intervenant et de tout justiciable plaidant sa cause devant les Tribunaux dans l'intérêt d'une juste et équitable administration de la justice.

Article 3

Consentement

En intervenant devant les Tribunaux, le conseil et le justiciable plaidant sa cause consentent à être liés par les dispositions du présent Code.

Article 4

Normes de base

1. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause font preuve des plus hautes qualités d'intégrité et agissent à tout moment en toute honnêteté, franchise, loyauté, courtoisie et bonne foi, sans tenir compte de pressions extérieures ni de considérations extrinsèques.
2. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause agissent en toute diligence et efficacité et s'efforcent d'éviter tout retard inutile dans la procédure.
3. Lorsque la situation s'y prête, le conseil s'emploie à susciter et à encourager le dialogue entre les parties en vue de régler les différends.
4. Le conseil fait preuve des plus hautes qualités de professionnalisme et agit au mieux des intérêts de la partie qu'il représente, sous réserve, dans tous les cas, de protéger les intérêts de la justice et de veiller au respect des normes éthiques.

Article 5

Conflit d'intérêts

1. Le conseil place les intérêts de la partie qu'il représente avant les siens et ceux de toute autre personne et ne représente pas des intérêts contradictoires dans une instance.
2. En cas de conflit d'intérêt, le conseil doit sans tarder :
 - a) Informer la partie qu'il représente du conflit;
 - b) Prendre toutes les mesures raisonnables pour atténuer le conflit;
 - c) Se retirer si le conflit ne peut pas être atténué.
3. Une partie peut consentir à ce que le conseil continue de la représenter malgré le conflit d'intérêts.

Article 6

Confidentialité

1. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause préservent la confidentialité de la procédure devant les Tribunaux conformément aux dispositions des statuts et des règlements de procédure ou à toute décision prononcée par les Tribunaux.
2. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause respectent le caractère confidentiel de toute information qui leur est confiée dans le cours de la procédure.
3. Sauf si le cours normal de la procédure l'exige, le conseil et le justiciable plaidant sa cause s'abstiennent de communiquer tout document qui est inviolable en vertu des instruments juridiques relatifs aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres entités des Nations Unies, à moins que ce document n'ait déjà été rendu public ou qu'une autorisation n'ait été obtenue du Secrétaire général ou du fonctionnaire dûment habilité de l'entité compétente devant le Tribunal.
4. Les obligations de confidentialité énoncées au présent article continuent de s'imposer au conseil et au justiciable plaidant sa cause même après à l'issue de la procédure devant les Tribunaux.

Article 7

Renonciation au mandat de représentation

1. Le conseil peut renoncer à représenter une partie s'il estime raisonnablement que des motifs sérieux le justifient.
2. Le conseil qui renonce à son mandat de représentation prend toutes les mesures raisonnablement possibles pour protéger les intérêts de la partie.
3. Le conseil informe rapidement par écrit la partie qu'il représente et le greffe compétent de sa renonciation.

Article 8

Relations avec les Tribunaux

1. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause aident les Tribunaux à préserver la sérénité et la dignité des débats et évitent de troubler et de perturber le déroulement de la procédure.
2. Le conseil et le justiciable plaidant sa cause se conforment avec diligence aux statuts, aux règlements de procédure, aux instructions de procédure ainsi qu'aux ordonnances, décisions ou instructions émanant des Tribunaux.

Article 9

Administration du Code

Les Tribunaux peuvent prendre toute ordonnance, décision ou instruction nécessaire à l'application des dispositions du présent Code.